

Note de l'éditeur

La rizipisciculture – qui est pratiquée avec succès depuis des siècles par les paysans asiatiques – est un système intégré qui privilégie la diversification des espèces et le recyclage des éléments nutritifs.

L'article de fond *Explorer le potentiel de la rizipisciculture pour l'Afrique de l'Ouest* expose les bénéfiques potentiels de la production de riz et de poissons dans la sous-région. Le Consortium bas-fonds (CBF) envisage de l'introduire en Afrique de l'Ouest dans le cadre de ses activités futures.

Très peu de gens en dehors du cercle de la recherche-développement en Afrique auront noté l'engagement de la Banque africaine de développement pour un prêt et un don d'environ 30 millions de dollars, en 2003, en faveur de la dissémination du Nouveau riz pour l'Afrique (NERICA) dans sept pays d'Afrique de l'Ouest, pendant 5 ans.

L'article *L'ARI et la BAD se donnent la main pour la dissémination des NERICA* explique l'importance de cet événement historique pour les riziculteurs africains.

Il constitue aussi une mise à jour sur les activités de l'Initiative africaine sur le riz (ARI), lancée en 2002 pour servir de passerelle unique et ciblée pour la dissémination des NERICA en Afrique.

Des aperçus de la vie du Centre sont présentés dans la section *Notes et Nouvelles*.

Le centre du riz pour l'Afrique : de la vision à la réalité

L'adoption de l'appellation *Le centre du riz pour l'Afrique*, par l'ADRAO, en janvier 2003 a été prémonitoire à plusieurs égards. Au fil des derniers mois, le Centre a connu un flot continu de requêtes de partenariat de la part de pays et d'organisations sous régionales (OSR) d'Afrique centrale et orientale — bien au-delà de la ceinture traditionnelle de l'Afrique de l'Ouest.

Nous venons de signer un protocole d'accord avec l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) en Ouganda. Lors de mon voyage en octobre, j'ai été frappé par le boom du Nouveau riz pour l'Afrique (NERICA) qui y a été introduit il y a trois ans. L'Ouganda sert de porte d'entrée idéale de l'ADRAO en Afrique orientale.



Un champ paysan planté de NERICA, à Kibaale en Ouganda

Mon voyage en Ouganda a permis de poser les jalons de la visite des représentants de la Banque mondiale, du Gouvernement du Japon et de l'ADRAO au projet NERICA à Masindi, Ouganda. La délégation était conduite par M. Kazuo Kodama, Directeur général adjoint, Bureau de la coopération économique, ministre japonais des Affaires étrangères qui était accompagné de M. Yukio Yoshimura, Vice-président de la Banque mondiale et Représentant spécial du Japon.

Un autre fait saillant de la période a été l'organisation d'une discussion de groupe sur l'Initiative africaine sur le riz lors de l'Assemblée générale annuelle du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) tenue en octobre 2003. Les membres de ce groupe composés de différents acteurs ont approuvé un effort coordonné pour la dissémination des NERICA en Afrique.

L'esprit d'engagement du personnel de l'ADRAO face à la crise ivoirienne a été fortement salué lors de l'Assemblée générale. Cet esprit a été clairement perçu dans la préparation de notre nouveau Plan stratégique 2003-2012, qui vient de paraître. Nous remercions les membres (anciens comme présents) du Conseil d'administration de l'ADRAO, le personnel et tous les partenaires qui nous ont aidé à donner forme à ce plan.

Kanayo F. Nwanze
Directeur général

Explorer la rizipisciculture pour l'Afrique de l'Ouest

Le riz au poisson est un plat populaire en Afrique de l'Ouest. Qu'est-ce qui serait donc mieux pour un paysan que de pouvoir assurer la production du riz et du poisson en même temps? La rizipisciculture — pratiquée avec succès, depuis des siècles, par les paysans asiatiques — est un système intégré qui privilégie la diversification des espèces et le recyclage des éléments nutritifs. Dans ce système, on produit du poisson et du riz sur la même parcelle ou sur des parcelles adjacentes et les sous-produits du système sont utilisés comme intrants dans l'une ou l'autre des composantes.

La rizipisciculture est un exemple d'Intégration irrigation-aquaculture (IIA), qui est une stratégie d'optimisation de la productivité agricole à partir de chaque goutte d'eau et d'amélioration de la durabilité des investissements en irrigation.

L'eau et les terres cultivables sont les principales ressources limitantes à travers le monde, surtout dans la zone Afrique de l'Ouest exposée à la sécheresse. Un moyen d'augmenter la productivité du sol et de l'eau serait d'intégrer efficacement l'irrigation et l'aquaculture.

Dans la rizipisciculture, par exemple, le poisson constitue une "prime" riche en protéines pour le riziculteur et en même temps un engrais pour le champ. Le poisson aide aussi à lutter contre les insectes ravageurs. Les rendements du riz augmentent, le poisson enrichit le régime alimentaire de la famille, les revenus paysans s'améliorent et les sols deviennent plus fertiles.

L'IIA aide, donc, à augmenter la productivité et la durabilité de l'eau, du sol et des ressources associées tout en améliorant les revenus et le bien-être des paysans.

Conscients du potentiel de l'IIA pour la sécurité alimentaire dans les pays ouest-africains exposés à la sécheresse, la FAO et le Consortium bas-fonds (CBF) ont organisé conjointement un atelier centré sur l'IIA en Afrique de l'Ouest, en novembre 2003, à Bamako, sous les auspices du Ministère malien de l'agriculture, de l'élevage et des pêches.

Trente représentants de 10 pays ouest-africains ont pris part à l'atelier. Les personnes-ressources ont inclus : FAO, WorldFish Center, Département pour le développement international (DFID), Université de Wageningen, Institut d'éducation sur l'eau (UNESCO-IHE), Association pisciculture et développement rural en Afrique tropicale humide (APDRA), Université de Newcastle et Comité national de la recherche agricole (CNRA).

Explorer le potentiel IIA en Afrique de l'Ouest avec l'aide d'une vaste gamme de partenaires est un exemple typique du mode d'opération du CBF, qui a été lancé, en 1993, sous forme d'Initiative du GCRAI. Le Consortium est basé à l'ADRAO et bénéficie de l'appui financier de la France, des Pays-Bas, du Common Fund for Commodities (CFC), de l'Union européenne et de l'ADRAO.

Le CBF est une plate-forme de coopération régionale pour le développement de technologies et de systèmes d'appui opérationnel en vue d'une exploitation intensive mais durable

des bas-fonds d'Afrique subsaharienne. Les bas-fonds constituent un atout agricole et hydrologique important qui peut avoir une contribution significative à la sécurité alimentaire et à l'allègement de la pauvreté.

D'un groupe initial de sept pays, la participation au CBF se chiffre à 10 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Nigeria, Sierra Leone et Togo) et des Unités nationales de coordination très actives ont été mises en place. La Gambie sera bientôt membre du Consortium.

Il comprend aussi huit institutions internationales. La participation est ouverte aux pays et organisations travaillant dans le domaine des bas-fonds en Afrique subsaharienne.

Dans le cadre de ses phases I (1994-1999) et II (2000-2004), le CBFa financé plus de 100 activités. Il a aussi entrepris des études spécifiques (système d'évaluation et de diagnostic rapide de la gestion de l'eau, rôle des femmes dans

l'exploitation des bas-fonds, coûts des systèmes de gestion de l'eau, connaissances locales en matière de conservation des sols et fonctions de la végétation naturelle dans les bas-fonds).

Un des acquis majeurs du CBF a été le développement d'une méthodologie commune de caractérisation à multiples échelles. Celle-ci a été utilisée pour caractériser 18 sites-clés dans les 10 pays. Le résultat de ce travail aide à avoir une meilleure compréhension des caractéristiques et dynamiques des agro-écosystèmes de bas-fonds.

Une base de données régionale appelée Système d'information sur les bas-fonds d'Afrique de l'Ouest (WAIVIS) a été publiée sous forme de CD-Rom et sur le site CBF. Elle contient toutes les données principales collectées dans les pays membres.

Dans le cadre de ses activités futures, le CBF envisage de continuer la mise à jour de WAIVIS et d'inclure des indicateurs des dynamiques des agro-écosystèmes de bas-fonds. Ceci aidera à suivre l'évolution des bas-fonds et servira d'outil d'aide à la décision. Comme la phase II arrive à son terme, des discussions ont commencé sur l'avenir du CBF et la possibilité d'une phase III.

Cette phase mettra l'accent sur l'intensification des résultats, la dissémination extensive des technologies, l'expansion du programme CBF vers l'Afrique centrale, orientale et australe et la modélisation, en particulier, le développement d'un système d'appui à la décision et d'initiatives, comme la rizipisciculture.



L'ARI et la BAD se donnent la main pour la dissémination des NERICA

En septembre 2003, un événement important pour le développement agricole en Afrique est presque passé inaperçu. La Banque africaine de développement (BAD) signait, en effet, un accord de prêt et de don de 30 millions de dollars américains pour soutenir la dissémination des NERICA dans sept pays d'Afrique de l'Ouest, pendant 5 ans.

Cet appui est un puissant témoignage de l'engagement de la BAD en faveur de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté dans la région la plus pauvre du monde. Environ 80% des bénéficiaires ciblés sont des populations rurales pauvres, essentiellement des femmes.

Le projet estime qu'environ 33.000 familles pauvres seront associées à une stratégie de Sélection variétale participative (PVS) en vue d'accélérer la dissémination des NERICA. On s'attend à ce qu'environ 400.000 ha de surfaces supplémentaires soient mises en valeur sous NERICA à l'horizon de la 5^{ème} année du projet. Les importations de riz de ces sept pays devraient diminuer d'environ 100 millions de dollars.

L'appui de la BAD, officialisé à travers un accord avec sept pays d'Afrique de l'Ouest, est le point culminant d'un travail préparatoire de plusieurs mois mené par l'Initiative africaine sur le riz (ARI) et l'ADRAO qui abrite cette institution. La raison d'être de l'ARI est essentiellement de servir de passerelle ciblée et unique pour tous les efforts de dissémination des NERICA, des autres variétés améliorées de riz et des technologies associées à travers toute l'Afrique.

“Pour l'ARI, l'accord de la BAD est un nouvel élan de dynamisme, car il permet la mise en place d'un cadre pour une dissémination coordonnée et à grande échelle des NERICA en Afrique de l'Ouest,” indique Dr Inoussa Akintayo, coordonnateur de l'ARI. “Le projet sera mis en œuvre à travers les Unités nationales de coordination et les plates-formes ARI mises en place dans presque tous les pays sélectionnés.”

Pour une Initiative qui n'a que 2 ans, cet acquis mérite d'être mentionné. L'ARI a été conçue pour extrapoler à toute la région d'Afrique subsaharienne, le succès du projet Banque mondiale de dissémination des NERICA en Guinée. Dans ce pays, en 5 ans, les paysans ont pu, grâce aux NERICA, réaliser des gains de 65 dollars par ha, avec un minimum d'intrants et 145 dollars à un seuil modéré d'intrants.

L'ARI a été lancée par l'ADRAO en mars 2002, sous le parrainage du gouvernement du Japon, du Programme des Nations-Unies pour le



développement/Coopération technique entre pays en développement (PNUD/CTPD), de la Fondation Rockefeller, de la Banque africaine de développement et de la Banque mondiale. Dès son démarrage, son unité de coordination a été soutenue par la Fondation Rockefeller.

Des donateurs comme la BAD et la Fondation Rockefeller adhèrent à la cause de l'ARI, parce qu'ils sont convaincus de l'immense potentiel des NERICA pour la sécurité

alimentaire et l'allègement de la pauvreté en Afrique subsaharienne et de la capacité de l'ARI comme plate-forme la plus efficace pour une dissémination coordonnée des NERICA.

“Pour optimiser l'impact des NERICA, il est crucial de coordonner sa dissémination, en raison de la forte demande de semences pures et du risque de dissémination dans des milieux non-appropriés,” explique, pour sa part, Dr Kanayo F. Nwanze, Directeur général de l'ADRAO. Un effort coordonné est aussi nécessaire pour surmonter les contraintes institutionnelles, comme la faiblesse des capacités et des ressources des services de vulgarisation et des secteurs semenciers nationaux.

Ce point important a fait l'objet d'une série de réunions de haut niveau à Tokyo, en juillet et septembre 2003. Ces réunions ont été conjointement organisées par la Banque mondiale, le Japon et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Des institutions parrainant les NERICA, comme le PNUD, le Nouveau partenariat pour le développement en Afrique (NEPAD) et la BAD y ont été conviées.

“Le plan de dissémination coordonnée est clairement défini dans le document de projet de l'ARI ratifié par le Consortium NERICA, l'organe de mise en œuvre de l'Initiative,” affirme Dr Akintayo.

Le gouvernement du Japon, l'un des plus fervents supporters des NERICA envisage d'envoyer deux experts – un agronome et un spécialiste en semences – pour soutenir les activités ARI.

Comme le manque de semences est la plus grosse contrainte dans le processus de dissémination des NERICA, l'ARI se

propose d'initier un effort majeur de production de semences. L'accent sera mis sur la production de semences de variétés NERICA déjà adoptées par les paysans pour faire face à la demande croissante tout comme celle des nouvelles lignées NERICA pour la PVS en vue d'accélérer leur adoption.

L'ARI va s'atteler aussi au manque de technologie de transformation du riz dans la région.



Notes et nouvelles

Événements importants



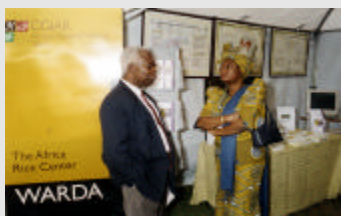
L'ADRAO et l'Organisation national de recherche agricole (NARO), Ouganda, signent un protocole d'accord pour renforcer la collaboration, 21 octobre



L'Ambassadrice américaine au Mali, Vicki Huddleston, visite l'ADRAO, à Bamako au Mali, 6 novembre



Journées de recherche 2003, à Bamako au Mali, 8-12 décembre



Réunion générale annuelle 2003, à Nairobi au Kenya, 28-31 octobre

Nouveaux et anciens visages à l'ADRAO

Assistant exécutif
Dr Samuel Bruce-Oliver



Agronome de fertilité du sol
Dr Sylvester Oikeh

Coordinateur du Consortium bas-fond
Dr Philippe Morant



Directeur adjoint de la recherche
Dr Ousmane Youm



Ateliers

Participants de l'atelier sur l'Intégration irrigation-aquaculture (IIA) pour l'Afrique de l'Ouest, à Bamako, au Mali, 4-7 novembre



Conscients du potentiel de l'IIA pour la sécurité alimentaire dans les pays ouest-africains exposés à la sécheresse, la FAO et le Consortium bas-fonds (CBF) ont organisé conjointement un atelier centré sur l'IIA en Afrique de l'Ouest, 4-7 novembre, à Bamako, sous les auspices du Ministère malien de l'agriculture, de l'élevage et des pêches.

Trente représentants de 10 pays ouest-africains y ont participé. Les personnes-ressources ont inclus : FAO, WorldFish, DFID, Université de Wageningen, UNESCO-IHE, APDRA, Université de Newcastle et CNRA.

Un cours de formation sur la Rédaction des propositions de projet a été organisé en anglais et en français, à Bamako, au Mali, 27 octobre - 7 novembre



Veuillez envoyer vos questions, commentaires ou suggestions à :

Savitri Mohapatra, Rédactrice

Le centre du riz pour l'Afrique (ADRAO)
01 B.P. 4029
Abidjan 01, Côte d'Ivoire

Tél. (225) 22 41 06 06
Fax (225) 22 41 18 07

Courrier électronique: s.mohapatra@cgiar.org

La version anglaise de ce bulletin d'informations est disponible sur simple demande

Site internet: www.warda.org